

Document

G7 Finances: les enjeux économiques et monétaires d'une réunion sous haute tension... idéologique

(Atlantico.fr)

11.05.2013

Alors que l'Allemagne campe sur ses positions en faveur de la rigueur budgétaire, Jacob Lew, le secrétaire au Trésor américain a déclaré pour sa part : "un changement de cap maintenant peut faire une grande différence".

George Osborne, ministre des finances britannique reçoit ses homologues du G7 en ce weekend du 10 mai, mais aussi des banquiers centraux, ainsi que Christine Lagarde représentante du FMI. **Cette réunion a pour but de convaincre les européens de faire évoluer leur perception économique de la crise.** Malheureusement, les différentes forces en présence n'ont pas une même vision, ni de la crise, ni de sa cure.

Afin de schématiser, nous pouvons situer les différentes orientations économiques entre Zone Euro et Etats Unis. Alors que **le pouvoir politique américain est sous influence Keynésienne (prônant une relance par la dette)**, le pouvoir monétaire (la Réserve Fédérale) est quant à lui sous dominante monétariste (relance par la monnaie). **Concernant la Zone Euro, nous avons une BCE que l'on peut qualifier d' « autrichienne » (des économistes autrichiens, Mises, Hayek etc..)** c'est à dire **partisane d'une stricte stabilité des prix, et un pouvoir politique en place également favorable à l'austérité budgétaire**, donc « autrichien » lui aussi (Allemagne, Autriche, Luxembourg). Mais cette dernière « école de pensée » est aujourd'hui contestée par les Keynésiens européens (François Hollande, Enrico Letta etc...).

Dans tout ce capharnaüm, les keynésiens sont favorables à la relance par la dette; les autrichiens veulent la rigueur de tous les côtés, et les monétaristes souhaitent mettre en place une relance monétaire afin de permettre les ajustements nécessaires sur le plan budgétaire (les ajustements suivent l'arrivée de la croissance). **Sur un plan politique, ces différentes doctrines permettent la simplification. Le keynésien est gentil (il souhaite la croissance), l'Autrichien est méchant (il est moral), et le monétariste est inexistant (politiquement, il n'est pas clair).**

D'un côté l'austérité autrichienne est un échec total, mais ses partisans ne veulent pas le reconnaître sous prétexte que le « sérieux » aurait été insuffisant. De l'autre, **les keynésiens veulent relancer par la dette, mais sont incapables de voir l'échec de leur doctrine sur la période 2009-2011.** De plus, ils ont soutenu avec force la notion de trappe à liquidité qui invalidait toute capacité de relance par la monnaie lorsque les taux sont à 0. Cette théorie est aujourd'hui anéantie par la réalité américaine et japonaise. Enfin, les monétaristes lèvent le doigt timidement mais ont obtenu des résultats significatifs au cours des 9 derniers mois.

C'est dans ce contexte que le G7 se réunit afin de parvenir à une solution commune. Après une baisse des taux de la BCE, les partisans de l'austérité estiment avoir fait un effort alors même qu'une telle action est totalement insuffisante. **La position d'Angela Merkel et de son ministre des finances Wolfgang Schäuble tient encore bon.** Il est cependant vraisemblable que les partisans de la croissance keynésienne trouvent de nouveaux alliés, Etats Unis et FMI en tête, pour faire vaciller la théorie du « tout austérité ».

La difficulté tient au fait que c'est aujourd'hui l'administration américaine (Keynésienne) qui fait la leçon aux Européens. C'est-à-dire que l'administration Obama croit que le retour de la croissance est de son fait (alors que Ben Bernanke est bien l'artisan de la reprise) et conseille les Européens sur cette base. La situation est absurde.

Du côté européen, le résultat de la doctrine autrichienne est un taux de chômage record en zone euro (12.1%), un taux d'endettement qui dépasse l'entendement (90% en France, mais dont la responsabilité incombe bien plus aux keynésiens), et des tensions politiques extrêmes. Il y a un élément « moral » dans cette doctrine qui est si puissant qu'un sondage récent démontrait que 58% des Français sont favorables à l'austérité. Nous devons payer pour nos fautes. Je ne sais pas lesquelles, mais nous devons payer.

Il y a pourtant une lueur d'espoir. **Le gouvernement Britannique a retenu la voie monétariste en nommant Mark Carney à la tête de sa banque centrale (ce dernier entre en fonction le 1er juillet prochain), le Japon s'est également engagé dans cette voie, et ce, en complément des actions mises en place par la FED en septembre dernier** (relance monétaire mise en place avec un objectif clair de baisse du chômage à 6.5%).

Cet élan monétariste ne date que de quelques mois mais obtient des résultats spectaculaires aussi bien aux Etats Unis (7.5% de chômage), qu'au Japon (5 révisions successives à la hausse du taux de croissance). C'est bien cette voie qui doit être suivie par les Européens, mais une telle prise de conscience suppose que les Keynésiens et les Autrichiens baissent le ton. Un peu d'humilité devant leurs échecs respectifs serait nécessaire. De la même façon, les monétaristes doivent porter haut et fort les succès engrangés au cours des derniers mois afin de mettre en place l'indispensable réforme du mandat de la BCE : une prise en compte de la croissance et de l'emploi comme objectif de politique monétaire.

Commentaire.

En réalité, aux Etats-Unis selon les dernières données disponibles sur l'emploi, le déficit public, les recettes fiscales et les dépenses de l'Etat, la croissance du PIB, c'est l'inflexion de la politique économique préconisée depuis des années par la Fed par Obama et son gouvernement qui commence à donner les premiers résultats ou signes de l'amélioration de la situation...

Cet article est intéressant, mais il y règne une grande confusion dans les idéologies qui se côtoient au sein du capitalisme mondial. Par exemple, l'auteur réalise une dichotomie entre néo libéraux et monétaristes qui n'a pas lieu d'être à mon avis, la BCE n'a fait que suivre à la lettre les instructions de la Fed, à ceci près que l'UE n'étant pas un Etat fédéral et la BCE ne disposant pas du même pouvoir que la Fed pour intervenir avec la même efficacité sur la politique des gouvernements des pays de l'UE, elle n'a pas pu arroser le marché de liquidités dans les mêmes proportions que la Fed ou encore la Banque centrale du Japon.

Quant à ceux qu'il appelle Kénésiens, ce sont les conservateurs d'hier opposés aux néo libéraux.

Les premiers demeurent en grande partie partisans de l'économie capitaliste classique ou productive, davantage nationalistes ou souverainistes, adeptes de la mondialisation...

Les seconds, adeptes du mondialisme, sont entièrement conquis à l'idée que seul le marché doit réguler l'économie, le social passant à la trappe, tandis que pour les conservateurs il passe au second plan, le résultat est le même pour les travailleurs dans les deux cas, seuls le rythme et la violence des attaques changent.

Dans tous les pays on retrouve cette ligne de démarcation idéologique au sein des partis (ou coalition de partis) représentant le capital.

En France, à l'UMP, Fillon représente le courant conservateur, Sarkozy et Copé le courant néo libéral. En Allemagne la CDU et la CSU, en Grande-Bretagne les conservateurs et les libéraux, aux Etats-Unis, le parti démocrate et le parti conservateur...

Tous les partis de l'Internationale socialiste étant passés dans le camp du capitalisme, il est normal qu'on y retrouve ces deux idéologies conservatrice et néo libérale.

Au PS, Moscovici et Fabius (notamment) incarne l'idéologie néo libéral, le soi-disant courant de gauche représente l'idéologie conservatrice. Pourquoi pas le kénérianisme ? Parce qu'il n'a plus d'espace pour exister depuis 30 ou 40 ans, il n'a cessé de se réduire comme une peau de chagrin au fil du temps et que le néo libéralisme s'imposait (en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, puis dans tous les pays occidentaux).

Pour empêcher que l'illusion du kénérianisme ne disparaisse et que le capitalisme apparaisse sous son jour le plus sombre et sans l'ombre d'un espoir d'amélioration, ce qui présenterait l'inconvénient de conduire les masses à s'en détourner ou à rompre avec lui, à chercher une voie en rupture avec le capitalisme, c'est le Front de gauche qui a repris le flambeau, il roule pour le capitalisme, c'est la mission que s'est donné d'accomplir Mélenchon depuis qu'il a quitté le PS et la raison d'être du PG.

Et si vous observez ce qui se passe au niveau des syndicats, vous retrouverez cette même ligne de clivage ou plutôt sous forme de tendances, normal puisqu'ils sont tous subordonnés au capitalisme, entre les néo libéraux représentés par les syndicats jaunes, CFDT, CFTC, et les conservateurs ou kénériens la CGT, FO, la FSU, SUD, l'UNSA et la CGC naviguant entre les deux.